



FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

29 eme Mois
Comité
de coordination
foyers
en grève
56 rue Fontaine
au Roi 75 011

Victoire du rassemblement à la Mutualité



POUR CONTINUER LA LUTTE

Le samedi 2 avril, les cars s'arrêtent devant les foyers en grève, des dizaines de résidents s'apprêtaient à aller au meeting du Comité de coordination pour nos frères délégués, revenus du pays après avoir été expulsés et arbitrairement par le ministre pour appeler de toutes nos forces le retour de tous nos camarades expulsés.

Nous nous sommes retrouvés, résidents de tous les foyers en grève, dans la salle de la Mutualité à discuter entre nous de la grève et de la Coordination; on a demandé des nouvelles de ceux qu'on connaît dans les autres foyers.

Il y avait aussi des frères venus d'autres foyers qui ne sont pas encore en grève mais qui ne tarderont pas à rejoindre la lutte et la grève. Des camarades de toutes nationalités étaient venus nous soutenir parce que notre combat est juste et parce que, déterminés, ils combattent les expulsions. Nous étions près de 2500, à applaudir nos 7 frères revenus du pays après une année, pendant laquelle le ministre de l'intérieur s'est attaché à les calomnier et à les présenter comme des délinquants.

Mais la grève a continué dans les foyers parce que nous nous sommes préoccupés du retour de nos frères et que nous n'avons pas désespéré.

Le Conseil d'état a cédé. Le retour de nos camarades est le résultat de notre lutte et de notre détermination de résident et d'immigré.

Au meeting de la Mutualité, cela a été une joie de voir que nous pouvons imposer le retour contre une décision arbitraire du ministre et on a commencé à prendre des décisions pour renforcer notre lutte contre les expulsions.

Nos frères expulsés de retour ont fait leurs discours où ils ont dit, en arabe et en français, qu'ils sont toujours avec nous dans la lutte et que leur décision du premier jour de s'engager dans la lutte n'a pas été altérée par les intimidations et les expulsions.

Ils ont attiré notre attention sur nos camarades BEN AMMAR et FERREIRA pour qui le conseil d'état a pris une décision défavorable. Nous avons décidé de continuer le mouvement pour leur retour, devant le Tribunal administratif.

Il y a aussi d'autres frères pour qui le Conseil d'état n'a pas encore pris de décision: RIDHA GMIA et APPERSOS, etc... Leurs dossiers sont prêts, des témoignages contre les calomnies ont été faits par les résidents.

NOUS CONTINUERONS A NOUS BATTRE
POUR LE RETOUR DE TOUS NOS FRERES.

Les résidents informent

**Samedi 11 Juin: fête des foyers
au 79 rue de Monuments. Champligny**

Plusieurs foyers étaient représentés au meeting du 2 avril alors qu'ils n'étaient plus en grève: comme Sevrans, Elancourt, Argenteuil - Karl Marx, Grenoble, Bobigny La Courneuve, Villemomble, Romainville, Lyon et bien d'autres.

Leur présence montre que malgré que certains foyers aient arrêté la grève, nous restons encore unis pour la lutte.

Des travailleurs sont venus de toute la France pour assister au meeting de soutien à nos camarades expulsés. Ils étaient venus de Toulon, Lyon, Rennes, Quimper, Angers, Marseille, Grenoble, Orléans, Poitiers, Lille, Valenciennes, Limoges, Bordeaux etc...

Quand nos camarades expulsés sont revenus, ils ont constaté qu'il leur manquait des affaires: à Bagnolet il manque un appareil photo et un magnétophone, à Romain Rolland, c'est de l'argent et des affaires qui manquent.

On dit habituellement qu'il y a 11 nationalités en lutte, mais dernièrement nous avons fait un compte des différentes nationalités, par exemple au foyer de Montreuil, il y a 25 nationalités différentes en grève.

Algérien, Français, Marocain, Tunisien, Malien, Sénégalais, Portugais, Espagnol, Yougoslave, Turc, Gabonais, Irakien, Polonais, Zaïrois, Tchèque, Grec, Ivoirien, Indien, Vietnamien, Pakistanais, Mauricien, Beninois, Bulgare etc...

Evidemment, il y a des nationalités où les frères sont très nombreux et d'autres où il n'y a que deux ou un seul ressortissant.

C'est un exemple encourageant pour l'Internationalisme prolétarien, qui se renforce dans l'unité de lutte des différentes nationalités.

Grand succès du journal: le N°1 de "FOYERS SONACOTRA EN LUTTE" a été vendu à 2700 exemplaires.

MEH. MEH!
TOUJOURS CA A COMMENCÉ
LORSQUE JE LEUR AI DIT
QU'ON AVAIT OBTENU
VINGT CENTIMES DE
REDUCTION, UNE
SERPILLIÈRE ET UN
BALAI!



LE ROLE DU P.C.F DANS LES FOYERS

Pendant l'été 1976, le PCF fait le tour des foyers pour briser la grève. Il signe un protocole d'accord en dehors des résidents et tous les foyers qui ne veulent pas le suivre, il les traite de gauchistes. Le PCF a toujours voulu nous diviser. Il dit : "Vous êtes de plusieurs nationalités dans les foyers, c'est impossible que vous formiez une coordination." La première semaine où il est venu dans les foyers nous soutenir, il voulait que les résidents adhèrent au Parti et achètent leurs journaux. A Nanterre, ils ont frappé un comité de soutien. A Montreuil, plusieurs fois, ils ont saboté l'assemblée générale créant même une cellule (J. Duclos); ils sont trois qui habitent avec les résidents depuis que la grève a commencé.

Ils ont même traité dans leur journal la Coordination de gauchiste aventuriste. A Romain Rolland, ils ont menacé un délégué. A Pierrefitte, ils distribuent des tracts toutes les semaines en traitant les délégués de gauchistes. Voilà le PCF, le rôle qu'il a dans notre lutte. Le protocole d'accord pour le PCF, c'est une serpillière, un balai, et 20 centimes de diminution et ils appellent ça une grande victoire. Ce que nous demandons au PCF, c'est de s'éloigner des foyers. Nous n'avons pas besoin d'un soutien qui veut tracer leur ligne politique et augmenter ses adhérents par des immigrés. Nous sommes les seuls à déclencher cette grève et nous sommes les seuls à la gagner ou à la perdre.

LES RESIDENTS INFFORMENT

Suite de la une

Les résidents de Montreuil ont décidé de ne plus consommer au bar du foyer. Le boycott a été décidé parce que les prix que pratique le gérant sont très chers, ils sont encore plus élevés que dans les autres foyers de la Sonacotra: exemple: Vittel 1,70 F, alors que dans les autres foyers il coûte 1,20 F.

Le Parti socialiste veut faire une porte ouverte au foyer de Chilly-Mazarin, il veut faire changer la plateforme de la coordination.

Actuellement, il y a des comités de soutien aux foyers Sonacotra en lutte et à la plateforme de la coordination dans les villes suivantes: Toulon, Strasbourg, Rennes, Nantes, Brest, Quimper, Angers, St Etienne, Nice, Lyon, Marseille, Sochaux, Granville, Coutance.

SPORT

Les résidents en lutte ont fait une équipe de football dans chaque foyer pour préparer une équipe regroupant des sportifs de plusieurs foyers. Déjà, il y a eu deux matchs -Etoile sportive arabe contre foyer de Montreuil: 5 à 2 -Foyer de Montreuil contre Garges: 4 à 2.

FOYER D'ETAMPES

Le tribunal s'est prononcé contre les saisies arrêts sur salaires, c'est encore une victoire des résidents.

Un meeting de soutien à la lutte des résidents Sonacotra s'est tenu à Granville, bien qu'il n'y ait pas de foyer dans cette ville. Plusieurs dizaines de personnes ont assisté à la soirée débat, dans laquelle des questions très intéressantes ont été posées sur la lutte. La soirée s'est ouverte avec le groupe Octobre, puis le montage diapos suivi par le meeting-débat.

MONTAGE DIAPOS

Un montage diapos a été fait sur la lutte. Nous disposons de 5 copies. Les camarades qui veulent le passer peuvent le demander (15 jours à l'avance), caution 60 F.

COMMISSION CULTURELLE

Le tournage du film sur la lutte des foyers avance. Il manque deux millions anciens pour le finir. Nous demandons à tous de nous aider à le financer avant juin.

Envoyez votre argent ou vos chèques à la Commission culturelle.

Bientôt à Paris, une exposition de peintures et photos sur la lutte, avec la participation de l'"Atelier 18 mars" et de "Images du Peuple".

Au foyer

CONTRE

Le Comité de Résidents de Ste Geneviève des Bois, a collé deux affiches sur les vitres d'entrée du Foyer appelant au meeting de la Coordination du 2-4-77. Le gérant, sans demander à personne a déchiré les affiches. Le Comité de Résidents est allé le voir et lui a posé une question : "Qui a déchiré les affiches?". Le gérant a répondu : "C'est moi et c'est moi le patron ici. Je peux faire ce que je veux." Le Comité de Résidents, en voyant cela a alors pris un pot de peinture et a écrit à l'emplacement des affiches, certains mots d'ordre : "La grève continue", "SONACOTRA cèdera", "Vive le Comité de Coordination et les Comités de Résidents", "Dehors, gérant raciste". Quand le gérant a vu cela, il a téléphoné à l'inspecteur de la SONACOTRA de venir au foyer de Ste Geneviève pour intimider le Comité de Résidents. L'inspecteur est arrivé au foyer, il a discuté avec le Comité de Résidents et lui a demandé d'enlever la peinture. Le Comité de Résidents a refusé d'enlever la peinture. L'inspecteur lui a répondu "Faites ce que vous voulez, mais vous ne pourrez pas aller plus loin". Et il a dit au gérant : "Continue à faire ton travail".

Le 18 avril 77, un camarade du Comité de Résidents reçoit une convocation pour se présenter au commissariat de police de Ste Geneviève le 21 avril. Le camarade a demandé au Comité de Soutien de se mobiliser pour ce jour-là. Le camarade s'est présenté au commissariat avec quatre membres du comité de soutien. Deux d'entre eux sont entrés avec le délégué.

RENFORÇONS

Après le 21 février 76, jour du premier meeting organisé par les résidents des Foyers Sonacotra en lutte, le Comité de Coordination lance un appel pour la constitution de comités de soutien.

Ces comités de soutien doivent se créer autour de chaque foyer en lutte sous la direction intégrale du comité de résidents autour de la plateforme de revendications avancées par les résidents.

QUEL EST LE ROLE DU COMITE DE SOUTIEN ?

Les Comités de soutien doivent être des comités réellement de masse. C'est-à-dire populariser la lutte des résidents de la Sonacotra au sein de la classe ouvrière de France (français immigrés). Les comités de soutien sont sous direction intégrale des comités de résidents et du comité de coordination, dirigeant le soutien central à la lutte. Le soutien à la lutte consiste à

de Sainte Geneviève des Bois

LES INTIMIDATIONS DES GERANTS ET DE LA POLICE

gué, les deux autres sont restés dehors à attendre des nouvelles des camarades qui sont à l'intérieur. Le délégué est appelé par l'inspecteur B.J.F. pour l'interroger. L'inspecteur demande tous les renseignements au camarade délégué, puis lui dit : "Je ne sais pas pourquoi je t'ai convoqué. Je cherche ton dossier." Quand il a tiré son dossier, l'inspecteur lui demande : "Tu te rappelles, le 4 avril?" Le délégué lui répond : "Non, de toute façon, je ne parlerai que devant mon avocat au tribunal." Pour intimider le camarade, l'inspecteur lui dit : "Est-ce que c'est toi qui a écrit sur les vitres ou quelqu'un d'autre." Le camarade répond qu'il n'a rien à déclarer. L'inspecteur lui dit : "Je te garde" et il essaie de téléphoner au commissariat central et lui pose une autre question : "Qui sont ces hommes qui sont avec toi ?" Le camarade répond : "Ce sont des amis." L'inspecteur lui dit : "Il ne faut pas oublier que tu seras expulsé." L'inspecteur obtient le commissariat central et explique l'affaire du camarade du Comité de Résidents. Enfin, il lui dit : "Tu es convoqué lundi 25 avril à 10 heures, mais personne avec toi, tu viendras seul en présence du gérant." Le lundi, 140 résidents et une dizaine de travailleurs français ont accompagné le délégué au commissariat; à l'arrivée, les résidents sont restés dehors, deux membres du comité de soutien sont entrés avec le délégué. Les inspecteurs ont vu les résidents à l'extérieur et ils ont appelé le

camarade et l'ont fait entrer dans le bureau avec les deux camarades français. Les inspecteurs ont alors posé beaucoup de questions au camarade du comité de résidents : "Pourquoi as-tu amené les résidents?" Le camarade a répondu : "Ce n'est pas moi qui les ai amenés, c'est eux qui ont décidé de venir pour me soutenir devant vous, parce qu'on est en grève. Ce que vous faites là avec le gérant, c'est de l'intimidation pour casser la grève." Les inspecteurs ont répondu : "C'est vrai, aujourd'hui tu as voulu intimider la police."

Ils ont demandé au délégué de dire aux résidents de partir. Le délégué a répondu : "Je ne peux pas leur dire, parce que si vous m'embarquez, je serai tout seul. Les inspecteurs ont dit : "S'ils restent encore ici, on va téléphoner aux CRS." Le Camarade a répondu : "Téléphonez, on n'a rien à savoir". Les inspecteurs ont répété : "Quand même tu peux leur dire de partir, les deux français restent avec toi". Les camarades du comité de soutien sont alors intervenus : "Cela vaut peut-être mieux de dire aux résidents de rentrer aux foyers. Sinon ils vont arriver en force. Le camarade du Comité de Résidents est alors sorti pour dire aux résidents de partir tout doucement au foyer. Mais les résidents ont répondu : "On ne peut pas te laisser seul". Le délégué leur a bien expliqué qu'ils pouvaient rester ici, mais qu'il avait peur que les flics appellent les CRS et qu'il valait mieux rentrer au foyer et être prêt à interve-

nir s'il arrivait le moindre problème. Qu'ils seraient avertis par les français qui restaient en voiture aux alentours du commissariat. Ils sont partis. Le délégué est retourné dans le commissariat. Le commissaire a dit au délégué du foyer : "Il ne faut pas avoir peur, tu ne seras pas expulsé." Le gérant est entré. L'inspecteur lui a posé quelques questions :

- Est-ce lui qui a écrit sur les vitres ?
- Pas d'autres que lui.
- Est-ce que tu maintiens ces déclarations ?
- Oui, monsieur l'inspecteur.

L'inspecteur a alors demandé au délégué :

- Est-ce que tu maintiens toujours ta déclaration ?
- Oui.

L'inspecteur s'est alors adressé aux travailleurs français, en leur demandant leur nom, adresse et profession. Puis il a dit aux camarades de partir. En sortant du commissariat, ils ont trouvé une vingtaine de policiers plus les renseignements généraux qui sont arrivés en retard. Ils sont rentrés au foyer.

Grâce à la mobilisation des résidents et du comité de soutien, notre camarade n'a pas été gardé. Mais depuis le 25, la police passe régulièrement devant le foyer. Soyons vigilants et soyons prêts à nous mobiliser pour le tribunal.

TOUS UNIS, NOUS VAINCRONS !
VIVE LE COMITE DE COORDINATION !
A BAS LES GERANTS RACISTES !
SONACOTRA CEDERA !

LES COMITES DE SOUTIEN

répondre aux exigences de la lutte; c'est-à-dire participer à la mobilisation des travailleurs au tour du Meeting (comme le 23 octobre) de manifestation (24 avril) et des journées porte ouverte sur chaque foyer.

D'autre part, chaque comité de soutien organise avec contrôle rigoureux du comité de résidents son propre travail de popularisation et de mobilisation. Exemple : interventions régulières sur les entreprises de la région, les quartiers populaires, le marché ...

Aujourd'hui, plusieurs foyers ont été frappés par les saisies arrêts sur salaire. A l'appel du Comité de Coordination des manifestations furent organisées dans chaque ville où les procès avaient lieu.

LA LUTTE SONACOTRA EST UNE LUTTE QUI CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS DE FRANCE, français immigrés unis, et c'est par une riposte unitaire de toute la classe ouvrière que nos revendications triompheront.

CONTRE LES EXPULSIONS CONTINUONS LA LUTTE!

Sept camarades sont rentrés le 20 mars en France. Expulsés de façon arbitraire par le Ministre de l'Intérieur avec la participation des gérants. Grâce à notre lutte juste et notre unité des 24 nationalités, nos frères sont rentrés et nous ferons tout pour qu'ils restent parmi nous.

Dès leur arrivée, ils ont été convoqués devant les commissions d'expulsion. La première commission



Manifestation à la préfecture de Bobigny

devait siéger le 8 avril à la Préfecture de Nanterre. Nous étions plus de mille mobilisés pour exiger que nos frères restent et le retour de tous nos frères expulsés. Pour la seconde, le 13 avril à la Préfecture de Bobigny, pour les frères des foyers de St Denis, Pierrefitte, Bagnolet, Sevran, nous sommes restés devant la préfecture pendant quatre heures. Ce jour-là il y avait un petit groupe de la CGT et du PCF, vingt personnes environ. Comme ils ont vu que nous étions encore plus nombreux qu'à Nanterre et que nous avons crié : "A bas les saboteurs, à bas les diviseurs!", ils sont repartis sur la pointe des pieds.

Pour l'instant nous n'avons pas de réponse, car elle va directement au Ministre de l'Intérieur. D'après les avocats, nous aurons la réponse au mois de mai. Pour l'instant, nos frères restent parmi nous. Nous avons exigé des chambres pour nos frères. Ils habitent avec nous, ils vivent avec nous, malgré qu'ils ne travaillent pas encore.

